



Sommet de la Terre de Rio : Analyses et propositions de la FSU

Pour un développement écologiquement durable et socialement juste

Alors qu'une richesse inouïe est concentrée entre les mains de quelques-uns, un être humain sur deux vit aujourd'hui avec moins de deux dollars par jour, un sur trois n'a pas accès à l'électricité, un sur cinq n'a pas accès à l'eau potable, un sur six est analphabète, un sur sept souffre de malnutrition.

Dans le même temps, du dérèglement climatique à la pollution des milieux naturels et des écosystèmes, la crise écologique s'aggrave. Les conséquences humaines sont tragiques et frappent en tout premier lieu les populations les plus pauvres. Cette crise résulte d'un système industriel et productiviste qui s'approprie et soumet les sociétés et leurs écosystèmes, réduits à des champs d'expansion du capital. Le néolibéralisme cherche aujourd'hui à faire de cette crise de nouvelles sources de profit (marché de droits à polluer, brevets sur les technologies propres...): ce capitalisme « vert », ligne directrice du projet de déclaration du Sommet de la Terre de juin 2012, ne peut être la solution.

Une crise systémique

La crise mondiale est de nature systémique : c'est celle du capitalisme, aujourd'hui globalisé et financiarisé, de la mondialisation néolibérale et du modèle de la société de surconsommation. Elle est pluridimensionnelle : économique et sociale, écologique, culturelle, politique et géopolitique. Elle démontre une nouvelle fois l'incapacité du marché à autoréguler l'économie et le social.

Certaines régions, en particulier en Afrique, apparaissent abandonnées et accumulent les situations tragiques (malnutrition, guerres civiles, épidémies...). Les guerres qui ensanglantent le Darfour et la Somalie se déroulent dans des régions aux écosystèmes fragiles et où les pressions accrues sur les réserves d'eau, ainsi que la difficulté à nourrir toute la population, sont à la fois la cause et la conséquence de conflits qui se prolongent.

L'absence de plans concertés à l'échelle internationale pour impulser les mutations nécessaires à un autre mode de développement porte une lourde responsabilité.

Remettre en cause le libre-échange comme principe universel

Rendre effectif l'accès aux droits

Cette crise oblige à reconstruire les relations internationales sur la base des principes d'égalité, de solidarité et de paix. Les échanges économiques, financiers, scientifiques et culturels doivent être refondés, au service de l'ensemble des femmes et des hommes, d'aujourd'hui et de demain, en fonction des besoins économiques, sociaux, environnementaux et culturels. Cela implique une tout autre architecture institutionnelle internationale, constituée d'organisations fondées sur de nouveaux accords internationaux et mettant en place des mécanismes régulateurs démocratiques. Cette nouvelle architecture doit promouvoir les intérêts des travailleurs, des petits producteurs et des consommateurs, prévenir les crises et préserver l'environnement. Elle doit opérer une redistribution des richesses au niveau planétaire, assurer un accès effectif aux droits sociaux fondamentaux pour chaque femme et chaque homme, et enclencher un développement économique, social et écologique de chaque pays. L'OIT doit prendre part à ces décisions et à leur suivi.

Il faut bien sûr mettre fin aux contraintes du type plan d'ajustement structurel, imposées par le FMI et la Banque mondiale, annuler les dettes illégitimes ou insoutenables des pays du Sud et dédommager ces derniers pour les dettes écologiques et sociales.

Fiscalité

Afin de remplir ces objectifs écologiques et sociaux, il doit être mis en place un fonds de financement, sous l'égide de l'ONU, reposant notamment sur des taxes internationales : taxes de type Tobin sur les mouvements financiers, taxe sur les bénéfices des sociétés transnationales, taxe sur les industries polluantes, etc. L'accès direct au fonds doit être garanti pour les plus vulnérables, par le biais des collectivités locales, des associations populaires, des mouvements sociaux, des ONG et des mouvements de base.

Des taxes globales et nationales, différenciées, progressives, garantissant la justice sociale, peuvent porter sur la consommation d'énergie (différenciées en fonction des pollutions et des risques induits), sur les kilomètres parcourus par les produits, sur les déchets, etc.

OGM

L'agriculture des OGM présente des risques sanitaires et environnementaux et entraîne déjà une dépendance alimentaire des pays du Sud par la mainmise des grands semenciers. La FSU demande, en application du principe de précaution, l'arrêt des cultures et essais en plein champ et de l'usage des produits alimentaires issus des OGM. Elle exige une recherche et une expertise scientifique collective où les services publics doivent tenir toute leur place.

Priorité à la réduction des émissions de GES

Afin d'éviter tout risque d'emballage climatique, l'objectif doit être une réduction maximale des émissions globales de Gaz à effet de serre (GES) d'origine anthropique d'ici à 2050. A cette fin, les gouvernements doivent agir pour une négociation internationale débouchant sur des engagements concrets, notamment des pays les plus riches, mais intégrant les pays émergents. Quant aux pays les plus pauvres, tous les moyens doivent leur être accordés pour faire face au changement climatique et atténuer leurs émissions.

Droits à polluer

La FSU est opposée au développement de la finance carbone, nouvelle opportunité de profits et spéculation boursières, source d'instabilité économique et financière, outil de la domination des pays riches et des entreprises transnationales sur les pays les moins riches, tout en réduisant leur propre participation à la diminution des émissions de GES

Certaines « solutions » technologiques avancées ne répondent pas au problème

Aujourd'hui, le nucléaire est une énergie porteuse de risques majeurs, qui accumulent des déchets radioactifs. En outre, l'exploitation par les multinationales des pays développés de l'uranium en Afrique se fait dans des conditions techniques, sanitaires qui ne seraient pas acceptées dans les pays riches. Les populations des pays du Sud, exportateurs d'uranium, paient de leur vie l'électricité soi-disant bon marché dont bénéficient les pays du Nord. Cela ne peut être en aucun cas la solution. La FSU porte l'objectif d'une sortie de l'usage de l'énergie nucléaire.

Les actuels agro-carburants industriels quant à eux posent de nombreux problèmes environnementaux et aggravent la crise alimentaire sans contribuer à la baisse des émissions. Leur promotion et leur exploitation doivent être arrêtées.

Consommation et production

Affronter la crise environnementale passe par une réorientation de la consommation, par l'arrêt du démantèlement des services publics et le développement des consommations collectives, plus justes et moins prédatrices de l'environnement, par la promotion d'une véritable agriculture paysanne, par le développement des énergies renouvelables. Ces politiques sont toutes créatrices d'emploi.

Il est nécessaire d'engager la mise en œuvre et le soutien à des programmes volontaristes de transition vers des systèmes locaux de production socialement justes et adaptés aux contraintes écologiques des milieux, en exploitant les ressources de façon renouvelable.

De véritables plans de reconversion et de transformation des industries les plus polluantes sont indispensables, tant pour assurer la sécurité des travailleurs que pour la soutenabilité écologique, tout en préservant l'emploi et en répondant aux besoins nouveaux.

Recherche

Un plan de recherche public (donnant lieu à des coopérations internationales, européennes et nationales) doit être mis en place, c'est une urgence. D'une hauteur sans commune

mesure avec ce qui a cours aujourd'hui, il doit porter sur :

- ✓ l'agriculture,
- ✓ les énergies renouvelables, l'efficacité et la sobriété énergétique,
- ✓ le fonctionnement des écosystèmes et des agro-systèmes,
- ✓ les rejets polluants,
- ✓ la réorientation de l'activité humaine vers les domaines les plus respectueux de l'environnement.

En vue de leur application rapide et partout, les résultats de ces recherches exigent des exemptions sur les droits de licence et de brevet. Ces connaissances et techniques (leurs avancées comme les problèmes qui peuvent se poser) doivent être portées au public et être utilisées pour contribuer au développement durable. La liberté de recherche, dans la mesure de limites éthiques, doit être réaffirmée, mais les applications en résultant doivent donner lieu à des choix sur la base d'expertises collectives et de débats citoyens

Transports, territoires, urbanisme, habitat et énergie

La FSU dénonce l'énorme coût social et environnemental causé par la mise en concurrence des territoires qui accompagne l'explosion des transports.

Une grande part des transports de marchandises est évitable. Le modèle actuel (flux tendus, externalisations, globalisation,...) doit être remis en cause, au bénéfice des circuits plus courts production/consommation, d'une politique d'aménagement du territoire et de l'espace urbain et d'une politique d'investissements dans les transports les plus respectueux de l'environnement.

L'inter-modalité, l'utilisation du fret ferroviaire et des voies navigables existantes, le feroutage, doivent conduire à des transferts du transport de marchandises par route vers des modalités moins consommatrices d'énergies, moins polluantes, plus pérennes et plus sûres.

La densification urbaine et un maillage plus cohérent de transports en commun doivent être un objectif. Il faut développer les transports publics interurbains, ce qui nécessite de remettre en état les infrastructures ferroviaires existantes (voies, gares,...) et d'en développer un maillage qui viendrait en substitution des grands projets routiers, autoroutiers et aéroportuaires. L'explosion des déplacements domicile-travail pose de nombreux problèmes qui ne trouveront pas de solution satisfaisante par le seul aménagement des infrastructures. Il faut stopper et inverser cette logique qui génère un coût exorbitant pour les familles, la société et l'environnement. Un des moyens pourrait être la relocalisation des emplois, et des activités (commerces, loisirs) vers les petits pôles qui doivent devenir ou redevenir des centres de vie.

Pour la FSU, il faut donner la parole aux citoyens. C'est par la démocratie que les peuples s'approprient et seront acteurs d'un développement écologiquement durable et socialement juste.

La FSU portera ces positions aux Forums et Sommets qui se tiendront à Rio du 11 au 22 juin 2012, ainsi qu'à la rencontre «Six heures pour la justice sociale et écologique», à Paris le 9 juin.